

Pour M.N.

La laïcité, qu'est-ce que c'est ?

Un laïc n'est pas un clerc ; c'est du moins comme cela qu'on opposait, autrefois, le clergé séculier et régulier en charge de guider les autres vers la béatitude promise par Dieu à l'ensemble du reste de la société. Depuis près de deux mille ans le christianisme a dominé l'Occident. La III^{ème} République dont le personnel de direction était enfin devenu républicain, c'est-à-dire aux environs de 1880, se trouva devant un dilemme car sa principale opposition politique venait des monarchistes liés à l'Église catholique*. Or, pour former des républicains qui puissent défendre la République et l'asseoir définitivement, il fallait prendre des dispositions pérennes aptes à séculariser la société toute entière : le meilleur moyen était de commencer par l'école. Il fut donc institué que tous les petits garçons et toutes les petites filles** à partir de 6 ans seraient accueillis **obligatoirement** dans l'École de la République par opposition aux écoles tenues par le clergé, principalement catholique mais aussi protestant et juif. L'obligation entraîna *de facto* la gratuité de l'école dont le coût fut pris en charge par l'Etat. Elle devait être également laïque puisque elle échappait au clergé non républicain dans sa très grande partie***. C'est donc **pour contrecarrer une opposition politique que l'École de la République fut laïque.**

Les lois sont votées par la chambre des députés, élue au suffrage universel, et expriment **la volonté de la Nation**. La Nation est donc garante de l'instruction donnée dans l'École de la République et, à ce titre, refuse que tout groupe de pression y intervienne ; plus tard, Jean ZAY, ministre de l'Éducation nationale du gouvernement de Front populaire, a diffusé sa première circulaire sur la laïcité à l'école contre les groupes fascistes qui prétendaient y porter leur propagande. La Nation républicaine est donc en passe de devenir laïque et, à la suite des crises qui l'agitent à sa naissance (Boulangiste, affaire DREYFUS entre autres), la nécessité de salarier les « hussards de la République », elle a sécularisé définitivement la société par la loi de décembre 1905 qui affirme que « *la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte* ». La loi de 1905 est la conclusion de ce qui a commencé bien longtemps auparavant, même avant le siècle des Lumières : **l'intérêt de la société dans son ensemble prime sur les intérêts particuliers**, ce qui veut dire aussi que l'intérêt de la République l'emporte nécessairement sur les intérêts partisans. C'est pourquoi, l'auteur de ces lignes a autrefois écrit un court texte sur « *Jeanne d'Arc, héroïne laïque* », cette très jeune fille qui a voulu sortir la France de l'impasse où elle se trouvait, la guerre étrangère doublée de la guerre civile, en faisant sacrer à Reims le roi qui, de ce fait politique, devait être respecté et obéi de **tous** les Français.

L'école publique est donc le moyen le plus approprié pour asseoir la Laïcité et la République. Or, aujourd'hui, elle peine à aboutir dans sa tâche. Pourquoi ? Il y a d'abord la volonté politique de faire de l'administration de l'Éducation nationale un outil non pas au service des usagers, les enseignants et personnels non-enseignants, les élèves et leurs parents, mais à la botte d'**un pouvoir idéologiquement – et pécuniairement - favorable au grand « capitalat »**. Le drame épouvantable de la décapitation de Samuel PATY montre la contradiction de cette administration pervertie ; alors qu'il avait appliqué le programme et respecté la loi consignée dans le **Code de l'Éducation**, il était suspecté d'être en faute et passible d'une sanction ... **L'administration de l'Éducation nationale a rompu avec le**

fonctionnement du recrutement par concours et s'autogère par le « mérite » si peu républicain, c'est-à-dire le clientélisme qui ne recule devant rien et pratique le mensonge ou le silence pour justifier l'injustifiable. Le ministère et les rectorats font de même et recrutent des contractuels mal formés (et encore plus mal payés que les titulaires ...) à affronter une jeunesse toujours renouvelée et qui prend ses aises devant des personnels dans l'incapacité de la comprendre. Ce n'est pas le cas général, mais il tend à s'amplifier. Et les personnels qualifiés, comme l'atteste leur réussite aux concours de recrutement, font profil bas dans une école où le mérite républicain est battu en brèche par la méritocratie clientéliste : la féodalité – déformée - contemporaine !

L'Ecole de la République, celle de la Liberté de conscience et d'expression, celle de l'Egalité des droits à être instruit, éduqué et formé (et non l'égalité des chances comme se plaît à le répéter le chef de l'État ...), celle de la Fraternité entre futurs citoyens d'une même nation, se trouve réduite à la défensive voire à sa plus ténue expression. Alors qu'elle devait être triomphante parce qu'elle est, devrait être, l'Ecole de tous les possibles, elle est devenue le champ clos des rivalités entre gosses qui pour beaucoup n'ont déjà plus d'avenir.

La Laïcité n'est plus reconnaissable, et la République encore moins, dans l'école d'aujourd'hui parce que les individualités, et non pas les personnes, sont laissées à vau l'eau dans le contenu de l'enseignement, mais obligées de faire du travail bureaucratique supplémentaire et coercitif. Oui, la France est multiculturelle, mais l'Ecole ne peut plus prendre en charge cette richesse pour l'amener à progresser car elle a été privée de l'élément fondamental qui doit pourtant l'animer : la confiance qu'on a placée en elle et qui justifiait son existence. La Laïcité n'a rien à voir avec la religion en tant que telle, et laisse à chacun le droit d'en avoir une ou pas, de la pratiquer ou pas, dans la limite du respect de la loi, puisqu'elle relève de la vie privée des personnes ; mais **elle érige l'intérêt général de la Nation républicaine en priorité absolue de l'État démocratique**. Où est l'État véritablement démocratique quand l'abstention atteint des taux faramineux que n'explique pas seul l'amour invétéré des Français pour la pêche à la ligne ?

Capitalismus delendus est.

Françoise Roche

Trésorière provisoire du SNCA e.i.L. Convergence

** Les deux premiers présidents de la IIIème République furent Adolphe THIERS, un orléaniste, et Patrice de MAC MAHON, un légitimiste.*

*** Il est remarquable qu'à une époque où les Françaises n'ont pas acquis le droit de vote, l'école laïque accueille toutes les petites filles qui constituent une part importante de la société.*

**** Les protestants et les juifs beaucoup moins nombreux que les catholiques étaient historiquement peu hostiles à la République issue de la Révolution française puisque c'est 1789 qui leur donna la citoyenneté française.*